

## 2 – Modèle publication préalable à une occupation temporaire du domaine public concédé en lien avec une exploitation économique

- **Concession concernée** : Ambialet
- **Tiers demandeur** : Comité Départemental de Canoë kayak du Tarn (CDCK81)
- **Type d'occupation projetée** : Occupation du domaine public hydroélectrique relative à l'installation d'une base de Canoë kayak
- **Localisation** :
  - **département** : 81
  - **commune** : Courris et Saint Cirgue
  - **références cadastrales et éventuellement localisation à l'intérieur de celle(s)-ci** :

Commune	Lieudit	Section	Numéro
Courris	Candou	C	202
Courris	Candou	C	209
Courris	Candou	C	443
Courris	Candou	C	463
Saint-Cirgues	La Moulinquié	E	353

- **Redevance** : 500€
- **Date d'effet de l'occupation projetée** : 01/07/2025
- **Date d'échéance de l'occupation projetée** : 31/12/2030

### **Sélection du ou des cas concerné(s) : (1 ou 1+2 ou 1+3)**



#### **1- Occupation suite à une manifestation d'intérêt spontanée** (L2122-1-4 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque la délivrance du titre mentionné à l'article L.2122-1 intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

Tout porteur de projet concurrent pour l'occupation de tout ou partie de l'espace susvisé couvrant la période indiquée peut se manifester jusqu'au vendredi 26 septembre 2025 en contactant :

Contact :

**FLORENCE ARDORINO**  
 Déléguee territoriale Tarn Agout  
**EDF Hydro Sud-Ouest**  
**Gustave Eiffel –ZI Albi Tech 81000 ALBI**  
**06 69 23 31 33**

**2- Occupation de courte durée ou avec un nombre d'autorisations non limité (L2122-1-1 2<sup>ème</sup> alinéa du CG3P)**

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque l'occupation ou l'utilisation autorisée est de courte durée ou que le nombre d'autorisations disponibles pour l'exercice de l'activité économique projetée n'est pas limité, l'autorité compétente n'est tenue que de procéder à une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'attribution.

**Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :**

Référence réglementaire		
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-1 alinéa 2</b>	Occupation ou l'utilisation autorisée de courte durée
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-1 alinéa 2</b>	Le nombre d'autorisations disponibles pour l'exercice de l'activité économique projetée n'est pas limité,

Toute manifestation d'intérêt pertinent peut être effectuée jusqu'au (date) en contactant :

**3- Considérations de droit et de fait dérogatoires à la procédure de sélection préalable prévue au L.2122-1-1 (L2122-1-3 du CG3P)**

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsqu'elle fait usage de la dérogation prévue à l'article sus-visé, l'autorité compétente rend publiques les considérations de droit et de fait l'ayant conduite à ne pas mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.2122-1-1.

**Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :**

Référence réglementaire		
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 1°)</b>	Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 2°)</b>	Le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente ou à une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 3°)</b>	Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse ou une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 4°)</b>	Les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 5°)</b>	Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient.